

Le conflit israélo-arabe

par George Lenczowski

Le mois d'octobre 1973 a marqué un tournant décisif dans l'épopée du pétrole, produit international qui rivalise avec l'or pour la primauté économique et politique à l'échelle mondiale. C'est alors que les producteurs arabes de pétrole ont convenu, principalement sous l'égide de l'Arabie Saoudite, de recourir à «l'arme du pétrole» afin de réaliser certains objectifs de leur politique étrangère. On s'engagea à réduire la production de pétrole de 10 pour cent par rapport aux niveaux de septembre, et à envisager d'autres réductions mensuellement. Certains États consommateurs seraient, à titre d'amis, exemptés de ces restrictions; à d'autres, notamment les États-Unis et la Hollande que l'on jugeait hostiles, on refuserait tout pétrole en imposant un embargo total sur les livraisons directes ou indirectes faites tant aux États-Unis qu'à leurs forces armées à l'étranger.

Au cours du même mois, les États

producteurs du Moyen-Orient majoraient de 70 pour cent le prix du brut exporté, initiative à laquelle vint s'ajouter la décision, prise le 25 décembre à Téhéran, de doubler les prix affichés, assurant aux producteurs une recette de sept dollars par baril. De telle sorte que, si le niveau de production semestriel du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord se maintenait à plus de 25 millions de barils par jour, le revenu annuel de la région s'élèverait à 62 milliards de dollars, somme renversante et sans précédent dans l'histoire économique de la région.

On avait déjà éprouvé par le passé des blocus partiels et provisoires ainsi que l'interruption des exportations de pétrole du Moyen-Orient, et des hausses de prix aussi. Mais cette fois, la situation était foncièrement différente, car les pays du Moyen-Orient tenaient le haut du pavé par suite d'un constant accroissement de la demande et de la nette insuffisance d'autres sources d'approvisionnement par rapport aux besoins des grands consommateurs industrialisés, tels que l'Europe occidentale et le Japon. En outre, l'ancienne autarcie des États-Unis en matière de pétrole avait fait place à un asservissement partiel aux sources étrangères. Sur une consommation globale de 17 millions de barils par jour en 1973, les États-Unis ont dû en importer plus de 6 millions, soit environ 35 pour cent de leurs besoins. La moitié de ces importations provenait de l'hémisphère occidental, mais le reste (environ 3 millions de barils par jour) provenait directement et indirectement des pays arabes du Moyen-Orient.

Voilà en quoi consiste aujourd'hui le «déficit» des États-Unis, et c'est cette carence qui est le principal facteur de la présente crise de l'énergie. Si les répercussions de cette pénurie sont actuellement et virtuellement de grande portée aux États-Unis, il est à noter que les conséquences des décisions arabes sur les pays qui dépendent entièrement ou en grande partie des importations de pétrole du Moyen-Orient sont bien plus graves, tant



*Professeur de sciences politiques à l'Université de Californie à Berkeley, M. Lenczowski a une connaissance approfondie des affaires du Moyen-Orient qui ont fait l'objet de ses cours à l'École supérieure d'études internationales de l'Université Johns Hopkins et au Collège Hamilton jusqu'en 1952, lorsqu'il fut admis à la faculté de sciences politiques de l'Université de Californie. Depuis 1968, le professeur Lenczowski dirige les travaux du Projet de recherches sur le Moyen-Orient de l'American Enterprise Institute à Washington. Né en Pologne, il a vécu huit ans au Moyen-Orient avant d'entreprendre sa carrière universitaire aux États-Unis. Outre les articles qu'il a publiés dans des revues spécialisées, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les questions du Moyen-Orient, dont *Russia and the West in Iran*, *The Middle East in World Affairs*, *Oil and State in the Middle East* et *Soviet Advances in the Middle East*. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.*